

le lundi 23 avril 2007

Second tour de la présidentielle

Le premier tour des élections présidentielles a d'abord été marqué par un taux de participation exceptionnel. Cela confirme, après la forte participation au référendum sur le Traité constitutionnel européen, que nos concitoyens ne se désintéressent pas de la vie publique et veulent peser sur les choix politiques.

Même si, contrairement à 2002, Jean-Marie Le Pen n'arrive pas au second tour, son score reste encore trop important et montre que, dans une situation de crise sociale pleine d'incertitudes angoissantes pour l'avenir, une partie importante des Français reste tentée par des réponses autoritaires et xénophobes. La reprise ouverte de certains de ses thèmes par d'autres candidats, en particulier Nicolas Sarkozy, n'a pu que les légitimer aux yeux des électeurs.

L'éclatement, dans cette campagne, de la gauche anti-libérale et des écologistes ne leur a pas permis de peser réellement dans le débat électoral, ni de faire un score leur permettant d'apparaître comme une alternative crédible, même si la somme des voix des candidats s'en réclamant n'est pas négligeable.

La campagne du second tour est maintenant lancée.

Comme lors du premier tour, l'Union syndicale Solidaires continuera à affirmer ses exigences en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale, de services publics et à pointer la nécessité d'une refondation de l'union européenne pour construire une Europe démocratique, garantissant des droits sociaux de haut niveau à tous ses habitants et solidaire avec le reste du monde.

Face à la crise sociale actuelle, l'Union syndicale Solidaires lutte contre les discriminations, contre la financiarisation de l'économie, se bat pour un nouveau partage de la richesse produite et pour une société plus solidaire.

L'Union syndicale Solidaires combat fortement toute tentative de limiter le droit de grève, les libertés syndicales et plus largement les droits démocratiques.

Si l'Union syndicale Solidaires ne peut se satisfaire du programme de Ségolène Royal, elle constate que celui de Nicolas Sarkozy est en totale contradiction avec les revendications qu'elle porte.

S'il n'appartient pas à une organisation syndicale de donner des consignes de vote, l'Union syndicale Solidaires demande aux salariés de se déterminer en fonction de ces exigences. L'Union syndicale Solidaires met en garde les candidats contre toute tentation de discours xénophobe et sécuritaire pour essayer de récupérer les voix du Front national et leur demande de faire en sorte que les valeurs républicaines d'égalité, de solidarité et de justice sociale soient au coeur de la campagne électorale.

D'ores et déjà, l'Union syndicale Solidaires appelle le 1er mai les salariés à manifester dans toutes les villes et une grande journée unitaire d'exigences revendicatives et de solidarité.